Cahier de doléances du Tiers État de Morannes (Maine-et-Loire)

Cahier de doléances, plaintes et remontrances des habitants de la paroisse de Morannes.

1. Le bourg de Morannes et une partie de la paroisse, sis proche et régnant sur le bord de la rivière de Sarthe, souffre fréquemment du débordement de cette rivière ; les grandes eaux qui se répandent sur les terres ensemencées dans les parties basses de la paroisse, les rendent souvent sans produit. Une autre partie de la paroisse est un mauvais sol ; la troisième partie est un sol médiocre.

Il est vrai qu'il y a plusieurs prairies, mais celles qui produisent le plus de foin, limitrophes de la rivière, ne sont point d'une production certaine ; fréquemment, dans le temps que les foins sont bons à couper ou même coupés, le débordement des eaux les gêne, empêche qu'on les enlève, et souvent les met dans un état à ne pouvoir être mangés par les bestiaux. Ces prairies, divisées par portions non closes, seulement limitées par des bornes, sont possédées et exploitées pour partie par autres que les paroissiens de Morannes ; elles font partie de la composition des métairies, closeries, etc., des paroisses circonvoisines, et ceux-là qui ne sont pas habitants de la paroisse de Morannes ne contribuent point à la taille et autres impôts que supportent ces paroisses.

Par un usage immémorial, continué et suivi sans trouble, reconnu par des règlements authentiques et judiciaires, la communauté de Morannes est fondée de faire pacager par ses bestiaux ces prairies, depuis les foins enlevés jusqu'au 1^{er} de mars suivant. Les habitants des paroisses circonvoisines n'ont aucun droit à ce pâturage ; le foin de leurs portions en ces mêmes prairies est tout ce qui leur en appartient, et tout ce qu'ils ont été dans l'usage de prendre. Un arrêt, obtenu sur requête au Parlement par quelques propriétaires de portions de ces prairies, vient d'interrompre les paroissiens de Morannes dans ce droit de pâturage, les en privant pour quatre années.

Cet arrêt, obtenu sous un prétexte spécieux, ne l'a été qu'à la sollicitation d'un très petit nombre de propriétaires, dont deux par leur crédit et leur puissance y sont aisément parvenus.

L'opposition qui y a été formée par les paroissiens qui en souffrent a été sans succès. Par la même cause on ne peut obtenir d'audience. La paroisse de Morannes en souffre néanmoins beaucoup ; les cultivateurs de cette paroisse, privés de ce pacage pour leurs bestiaux, sont forcés pour y suppléer de laisser pour pâture une partie de leur terrain qu'ils étaient dans l'usage d'ensemencer, dans le temps qu'ils jouissaient de ces droits de pacage, d'où il résulte diminution de récolte, etc. Les étrangers, c'est-à-dire ceux des paroisses circonvoisines, qui n'avaient que le foin de leurs portions dans ces prairies, en prenant dorénavant encore le regain qui eût servi de nourriture aux bestiaux de cette paroisse de Morannes, profitent encore de ce regain au préjudice de ladite paroisse et ne contribuent point au paiement de la taille et autres impôts qu'elle supporte, ce qui montre une double injustice.

2. La paroisse de Morannes est surchargée d'impôts. Lors de l'établissement de la taille et autres, ces avantages du pâturage exclusif dont est ci-dessus parlé, sans doute firent considération à sa cotisation. D'ailleurs, dans ces temps-là, le bourg de Morannes avait quelques faveurs qu'il n'a plus. Situé sur le chemin qui conduit de Sablé à Angers, et sur celui qui conduit de La Flèche à Château-Gontier, il était alors un lieu vivant qui fournissait quelques ressources à ses habitants. Une partie du Maine n'avait pas d'autre passage pour aller à Angers, partie de la Touraine et de l'Anjou pour communiquer de La Flèche à Château-Gontier et de Château-Gontier à La Flèche. On sait que les lieux fréquentés et hantés reçoivent certains bénéfices par la vente et la consommation de leurs denrées. Les routes et les grands chemins faits depuis quarante ans ont privé Morannes de ces ressources. Il n'est plus qu'un lieu isolé.

En 1702, M^{gr} l'évêque d'Angers, seigneur de Morannes, y fit établir deux foires par an et des marchés chaque semaine. Il avait obtenu la permission d'y faire bâtir des halles. Ces halles n'ont point été

faites, les marchés n'y sont presque plus rien, les foires peu de chose ; celles établies à Sablé, à Châteauneuf, à Durtal et même celles dont on a tenté l'établissement à Saint-Denis-d'Anjou, détruisent celles de cette paroisse. C'est pourtant un gros bourg qui paraît mériter protection de la part du gouvernement.

Il y a un hôpital bien tenu qui est d'une grande ressource pour les pauvres malades ; tous, sans distinction de pays ni de sexe, y sont admis, tant qu'il y a des lits vacants, et ils y sont bien gouvernés.

3. Il y a une juridiction à Morannes. C'est une châellenie et une baronnie, faisant partie du temporel de l'évêché d'Angers. Il y a un bureau pour la perception des droits de contrôle, etc. Si les juridictions seigneuriales étaient supprimées et qu'en place il y fût substitué des juridictions royales, Morannes pourrait être un chef-lieu propre à l'établissement, et ce serait un moyen d'alléger le sort de ses habitants dans la surcharge des impôts de la paroisse.

Une grande partie des domaines de cette paroisse sont des biens d'église. Les seigneurs de fiefs y perçoivent ces droits exorbitants, nommés ventes et issues. Il est à souhaiter qu'on remédie à cette surcharge qui emporte une partie de la valeur des biens. On sait que les biens des particuliers qui ne sont en leurs mains que morcelés, sont sujets à des mutations fréquentes, souvent vendus dans l'espace de trente et quarante ans. Il arrive, dans cet espace de temps, cinq, six mutations, quelquefois plus, d'où il résulte que le seigneur du fief, en se faisant payer les ventes et issues au sixième, se trouve avoir repris l'héritage de sa mouvance, non pas en nature mais en valeur. C'est payer trop cher un consentement qui anciennement était donné gratis, quand l'acquéreur était jugé capable d'accompagner et d'aider son seigneur au service militaire, et de la garde de son château ; puisque ces charges n'ont plus lieu, pourquoi exiger une espèce de finance du nouveau propriétaire ?

Les seigneurs de fiefs, notamment ceux qui se qualifient de hauts justiciers, portent leurs prétentions jusque sur les chemins qui passent dans leur haute justice. Les arbres de sur ces chemins, selon eux, sont à eux, et les réparations de ces chemins sont à la charge des riverains et du public. Si ces chemins se trouvent larges et spacieux, les seigneurs prétendent avoir droit de les retrancher à leur profit et d'en faire la réunion à leurs domaines ; s'il se trouve dans ces chemins certains endroits spacieux, connus sous le nom de pâtis et froux, les seigneurs les prétendent à eux : ils les prennent et en font des prairies ou des pièces closes et, par ce moyen, rétrécissent les chemins et privent les habitants du pâturage qu'ils avaient pour leurs bestiaux dans ces parties de chemins ; et ces chemins, une fois rétrécis, ne laissant aux passants qu'une voie souvent pas assez large, il en résulte des obstacles et des empêchements.

Les seigneurs de fiefs, en portant leur cupidité plus loin, se sont emparés et s'emparent dans les paroisses des terrains non clos qui y sont connus sous le nom de pâtis, froux, terres vaines et vagues, etc., les prétendant à eux en qualité de hauts justiciers, et, parla, les pauvres habitants sont privés du pâturage nécessaire à leurs bestiaux, dont ils jouissaient de temps immémorial, droit qui existait en leur faveur peut-être avant que les fiefs fussent connus ; car avant la féodalité établie, il y avait des villes, des bourgs, des villages, des hameaux, dont les habitants avaient des bestiaux qui étaient nourris à la faveur de ces pâturages sur ces sortes de terres nommées vaines et vagues.

Contre l'esprit et la disposition des lois du royaume, les gens d'église, possesseurs de fiefs, ont accru et accroissent leurs domaines en prenant ces sortes de terrains dans l'étendue de leurs fiefs, sans payer pour ces sortes d'accroissement ni droits d'amortissement ni autres. Quelques seigneurs ecclésiastiques, moines ou religieuses, acquêtent par des exponses¹ simulées, qu'ils se font faire, quoique ce ne soit que des acquisitions à prix d'argent, certains domaines dans leurs mouvances, et par ce moyen font sortir du commerce ces sortes de biens qu'ils réunissent frauduleusement à leur domaine, sans payer pour ce les droits d'amortissement ni contribuer aux impôts qui restent à l'entier à la charge des laïcs.

Ces abus se pratiquent dans ce canton, il est nécessaire d'y remédier.

4. Le clergé possède une forte partie du bien, les nobles en possèdent aussi une grande partie, et à raison de leurs fiefs prennent sur le restant des droits considérables sans payer pour ainsi dire aucun impôt, les roturiers s'en trouvant surchargés. Il paraît donc d'équité qu'en réformant ces abus, tous,

¹ Quittance d'héritage.

■

tant ecclésiastiques, nobles que roturiers, contribuent, en raison de leurs facultés et de leurs biens, aux impôts existants ou à survenir, de quelque espèce qu'ils soient. Les impôts nécessaires pour frayer aux besoins de l'État, pour y maintenir la paix, la gloire de la couronne, la splendeur de la cour, et tout ce qui est nécessaire au roi, la sûreté et la liberté de ses sujets, la possession de leurs biens, tous, en proportion de ce que chacun en a, doivent supporter les charges ; toutes exemptions, tous privilèges, tous affranchissements contrarient la justice et doivent répugner à chaque citoyen.

5. La noblesse n'est qu'une qualité accidentelle. Dans les premiers siècles de la monarchie, l'homme noble ou le noble homme n'était qu'une distinction personnelle, que produisait le vertu reconnue. Les sujets libres n'étaient point partagés, comme ils l'ont été par la suite, en deux classes. Les conquêtes, résultant de la victoire remportée par le souverain et ses armées ayant procuré de vastes territoires, le roi en faisait le partage et en gratifiait ceux qui avaient été reconnus vaillants dans le combat, en leur distribuant le territoire conquis, à la charge de faire dorénavant le service militaire et les frais de guerre, à quoi chacun se soumettait par serment : voilà l'origine des fiefs, qui n'étaient possédés qu'à vie. On les nomma bénéficiers, et à la mutation de chaque possesseur, le souverain y nommait celui qu'il en jugeait digne. Les femmes, incapables du maniement des armes, étaient exclues de la possession des fiefs ; les gens d'église, quand on leur permit d'en posséder, ce ne fut qu'à la charge du service militaire. Les choses, à la vérité, ont changé ; ce qui n'était originairement qu'une jouissance viagère est resté en propriété. L'histoire apprend le temps de cette révolution, et les gens instruits en connaissent la cause ; mais toujours est-il vrai que la possession des fiefs devrait être restée grevée du service militaire, les fruits et revenus de ces mêmes fiefs en étant le paiement et le dédommagement. Dans la suite, ayant été reconnu que tous les vassaux et arrière-vassaux convoqués sous le nom de ban et arrière-ban, quand il s'agissait de faire la guerre, n'étaient plus une ressource suffisante, le souverain a eu recours à un autre expédient, et ça été de faire la guerre par des troupes réglées. Mais, si on ose le dire, est-il juste que tous les impôts qui, pour ces sortes de dépenses, ont été et sont nécessaires, soient pour ainsi dire tous supportés par les gens du tiers état dénommés roturiers ? Pourquoi les nobles et les ecclésiastiques qui possèdent les plus vastes domaines et les fiefs les plus étendus, n'y contribueraient-ils pas ? Est-ce une dette que les roturiers doivent payer pour eux ? Si les nobles disent qu'ils sont restés militaires, ils ne peuvent disconvenir que ce n'est pas à leurs frais : les appointements qu'ils reçoivent, les marques distinctives, les pensions, les places et les grands emplois que le roi leur accorde, les en dédommagent et au-delà, tandis que le soldat roturier ne reçoit pas de quoi vivre.

6. Pour le bien de l'État, il serait à souhaiter qu'on ôtât aux seigneurs de fiefs les droits de lods et ventes, ceux de retrait seigneurial, etc. Si le souverain, en faveur de son peuple, voulait bien renoncer lui-même à ces sortes de droits, à la charge par la Nation de l'en dédommager, les seigneurs de fiefs n'auraient pas sujet de se plaindre de la perte de leurs droits seigneuriaux, lods et ventes, etc., parce que en acquérant eux-mêmes ils n'y seraient pas tenus ; et les biens-fonds, ainsi devenant libres, pourraient être augmentés de valeur, chacun y étant encouragé par une possession tranquille et certaine, dégagée de toutes les entraves de la féodalité, qui multiplient les procès à l'infini, où le roturier succombe presque toujours, lorsqu'il rencontre des possesseurs de fiefs puissants qui occupent directement ou indirectement des places dans les tribunaux souverains, interprètes prétendus des lois et coutumes.

D'ailleurs, pourquoi laisser subsister des droits seigneuriaux si considérables, qui sont des espèces d'impôts, quoiqu'ils n'en aient pas le nom ? Les seigneurs de fiefs en doivent-ils jouir, puisqu'ils ne supportent plus les frais de guerre, auxquels la possession des fiefs les assujettit ?

Et les roturiers qui possèdent des biens nobles sont chargés du paiement d'une finance qu'on nomme franc-fief, pour être dispensés de contribuer aux frais de la guerre, auxquels la possession des biens nobles était assujettie, et pourquoi les nobles possesseurs de fiefs, qui ne supportent plus cette charge, ne paieraient-ils pas aussi une finance qu'on pourrait désigner sous un autre nom que le franc-fief, si cette dénomination leur déplaît parce qu'elle désigne une charge de roturier ? Ces sortes de droits étant regardés comme domaniaux par le souverain, faisant partie des biens de sa couronne, peuvent être exigés par lui et sur les nobles et sur les roturiers, pour frayer aux dépenses nécessaires de la guerre, ou bien en décharger le roturier, comme l'a été jusqu'à présent le noble II y a parité de raison, ce doit être le vœu unanime.

7. Si néanmoins les fiefs et les justices seigneuriales sont conservés sous certaines modifications, il est à désirer que dans le partage il n'y ait plus de cette injustice que condamne même la nature,

savoir deux tiers à l'aîné et seulement un tiers aux autres ; les enfants du même père doivent avoir portion égale dans les biens qu'il laisse ; que ces biens soient nobles ou censifs, cela doit être égal. Mais aussi le partage des biens nobles se faisant par portions égales doit être affranchi de ces peines qualifiées dans la coutume de depié de fief, qui engendrent la perte du fief et qui en opèrent la réunion au seigneur dominant ; cette peine n'avait été prononcée qu'en vue d'empêcher les démembrements des fiefs, afin que les possesseurs chargés du service militaire fussent toujours en état de s'en acquitter.

Puisque ceci n'a plus lieu, il ne doit plus y avoir d'effet où il n'y a plus de cause.

Si les justices seigneuriales subsistent, les officiers une fois choisis et nommés par les seigneurs ne doivent pas, à volonté et suivant le caprice, être destitués. Rien n'est plus offensant à un officier que de le priver de sa place ; il ne doit l'être qu'en cas de malversation et de prévarication, et il en doit être convaincu en forme judiciaire auparavant d'être destitué. Les seigneurs abusent souvent de ce droit de destitution ; la crainte tient leurs officiers dans la dépendance, et c'est quelquefois un moyen de porter ces officiers pusillanimes à s'écarter de leurs devoirs et à sacrifier les intérêts des particuliers, commettre peut-être des injustices en faveur même des seigneurs de fiefs.

D'ailleurs il serait juste que les seigneurs rétribuassent honnêtement leurs officiers, pour les dispenser de rechercher leur récompense dans des vacations et des émoluments souvent excessifs pour les actes judiciaires.

8. La chasse n'était pas autrefois un droit seul réservé aux possesseurs de fiefs. Il était permis à chacun de chasser sur son domaine et de détruire dans son champ l'animal sauvage malfaisant et le gibier qu'il y trouvait ; ni l'un ni l'autre ne doivent avoir de maître que celui qui les arrête. Le droit de chasse n'était donc point autrefois exclusif ni privatif ; il n'était point un droit seigneurial. Les possesseurs de fief ne le tiennent du roi que par faveur. Dans le temps même qu'il leur fut accordé, il ne fut point ôté aux bourgeois vivant de leurs rentes. La chasse ne fut défendue qu'aux gens du commun pour deux raisons, la première pour qu'elle ne fût pas un sujet de dissipation pour ceux-ci et qu'elle fût un amusement pour ceux-là, et surtout pour les nobles à qui seuls dans ces temps-là compétait l'usage des armes, parce qu'ils étaient seuls chargés du service militaire. Mais tout étant changé, et la guerre se faisant par troupes réglées, composées de nobles et en plus grand nombre de roturiers, pourquoi empêcher ceux-ci de se mettre au fait du maniement des armes, de s'y maintenir par une guerre déclarée aux animaux malfaisants, et même au gibier qui n'appartient en propriété à personne ? Les possesseurs de grands fiefs ont pour la plupart de vastes forêts, des domaines très étendus ; les seigneurs moins riches en domaines en ont assez, et tous peuvent prendre l'amusement de la chasse sur leur propre terrain, sans s'étendre sur celui de leurs vassaux et de leurs censitaires, et il paraît injuste qu'on empêche ceux-ci de le faire sur le domaine dont ils sont propriétaires.

Il paraît ridicule que les gens d'église, à qui par les canons la chasse est défendue, la fassent faire souvent par des gardes insolents, qui vont avec audace sur le terrain des vassaux et censitaires de leurs maîtres fouler leurs ensemencés, rompre les clôtures de leurs champs, tuer les chiens et les chats des paysans, souvent par haine, donnant pour excuse que les chiens et les chats détruisent le gibier. Les seigneurs souvent autorisent ou excusent ces sortes de vexations, et quelques-uns y encouragent en rétribuant leurs gardes-chasse du meurtre des chiens et des chats, en payant le meurtre de chacun, dont pour titre le garde représente les pattes. Des chiens sont utiles aux laboureurs pour la garde de leurs maisons et de leurs troupeaux ; ces laboureurs s'en trouvent donc privés par la mauvaise volonté d'un garde-chasse. Ces gardes-chasse osent quelquefois faire perquisition dans les maisons, et s'ils y trouvent des fusils, ils en font un crime au pauvre paysan, comme si le paysan, par déférence au garde et à ses commettants, devait renoncer à la défense de sa personne, de sa maison et de ses biens et même de ses troupeaux, sans oser détruire le loup, le renard, le blaireau, etc., qui viennent dévorer ses bestiaux, pâturer ses blés et manger ses fruits. Les gardes-chasse vont souvent plus loin ; rencontrant dans leur chemin un passant muni d'un fusil, ils verbalisent contre lui et avance faussement qu'ils l'ont trouvé chassant, et rédigent des procès-verbaux qu'ils osent affirmer véritables, quoique ce ne soit que fausseté. Les seigneurs, surtout les ecclésiastiques des monastères et des chapitres qui ne sont point sur les lieux pour juger les choses, suivent avec fureur ces sortes de procès et allèguent pour première raison que le port d'armes est défendu aux roturiers. Oh ! cruauté, oh ! injustice, quand disparaîtrez-vous ? Ce sera certainement à

la tenue des États généraux. La liberté rétablie permettra à chacun sans distinction la chasse sur son domaine. Cela est désiré.

9. L'Église est dans l'État ; les biens qui composent le trésor de l'Église sont premièrement à l'État. Les ministres de l'autel à la vérité en doivent vivre de la manière que cela leur est enseigné et prescrit par les canons et les lois du royaume.

Le surplus de leurs revenus n'est point à eux en propriété, ils n'en sont que les dispensateurs, il appartient aux pauvres. Si l'État a besoin de secours, ces biens y doivent être employés ; il suffit que les possesseurs de ces biens, dont les fonctions dans l'Église sont jugées et reconnues utiles, en aient suffisamment pour une vie honnête, dégagée de sensualité et de luxe.

Les ministres de l'autel ne doivent pas avoir de prétentions ultérieures ; les trop grandes richesses des ministres de l'Église ne font que les éloigner des devoirs de leur ministère. C'est aux États généraux à remédier à ces abus. Cela est désiré.

10. De quelque manière que les impôts soient reconnus et établis par les États généraux, il est juste que tous les sujets du roi, sans distinction d'ordre ni de classe, gens d'église, nobles, roturiers, les doivent supporter, et y doivent contribuer en raison de leurs biens et de leurs facultés. Plus de privilèges, plus d'exemptions, ni pour les provinces, ni pour les individus. Cela est désiré.

11. Les impôts existants, même les droits qui se perçoivent à raison de la consommation, n'ont été presque jusqu'à ce moment qu'à la charge du Tiers-État. Le clergé, la noblesse et tous autres privilégiés s'en sont presque trouvés affranchis.

Par exemple, la gabelle, qui est l'impôt le plus désastreux parce qu'il se perçoit pour une denrée d'absolue nécessité, n'est-elle pas bien plus onéreuse au Tiers-État qu'aux gens des deux autres ordres. Le sel est nécessaire à tous, mais le devoir de gabelle, c'est-à-dire la levée du sel, ne doit pas être égal pour tous, et se mesure sur le nombre des individus qu'on y assujettit. L'artisan, le journalier ne fait pas pour ainsi dire de cuisine chez lui ; la plupart du temps, il est nourri chez ceux qui le font travailler ou vit seulement de pain. Pourquoi donc le contraindre à lever du sel qu'il ne peut consommer dans sa maison ? Au contraire, le seigneur très riche, l'ecclésiastique, les chapitres, les monastères, tous tenant grand état de maison et forte cuisine, ne sont tenus au devoir de gabelle qu'en raison du nombre des individus qui compose leur maison, nombre qui d'ailleurs excède toujours la quantité déclarée aux préposés de gabelle, auquel nombre se joignent quantité d'individus qui vivent à la table des maîtres ou à leur cuisine, au moyen de quoi le sel levé au grenier ne peut être suffisant (c'est le faux sel qui y supplée), tandis que les artisans et les gens du commun sont forcés d'en lever au grenier plus qu'il ne leur en faut ; et encore, par un excès de vexation, les employés de la gabelle vont fréquemment fouiller et faire des recherches outrageantes dans leurs maisons, y font souvent des procès injustes par mauvais vouloir ou par méprise sur la nature du sel qui leur est représenté, lorsqu'il a changé de couleur ou autrement, en jugeant par là qu'il n'est pas sorti de la masse.

Au contraire, ils ne font point de semblables recherches chez le noble, chez l'ecclésiastique, ni dans les monastères, quoique ce soit chez ceux-là où le faux sel est porté. Ce sont donc ces privilèges qui sont la première cause du faux saunage et de ces guerres continuelles que se font les gabeleurs et les contrebandiers, souvent suivies de meurtres. Il est donc nécessaire pour le bien de l'humanité qu'un pareil impôt soit totalement supprimé, sans en laisser le moindre germe, sauf à le remplacer par un autre où tous les individus quelconques, sans exception, doivent contribuer en proportion de leurs facultés.

12. Les droits d'aides qui se perçoivent pour le transport et le débit du vin, des eaux-de-vie, etc., les droits qui se perçoivent sur les cuirs, les huiles, etc., méritent bien d'être supprimés ou au moins simplifiés. La perception et la régie en sont très coûteuses, c'est autant d'entraves au commerce, et ces sortes de droits payés à raison du débit des liqueurs et des huiles surtout ne sont pour ainsi dire supportés que par les gens du commun : d'ordinaire, n'ayant point de vin chez eux, ils n'en boivent qu'à l'auberge et au cabaret, et les marchands qui ne sont que gens du tiers-état, dans leurs voyages ne vivent que dans les auberges. Les gens du commun se font un aliment des huiles, et ils n'ont pas d'autres ressources, du moins la plupart, pour s'éclairer pendant la nuit, tandis que les seigneurs, ecclésiastiques et gens aisés n'ont pour lumière que la cire et le suif, et ne se font jamais d'aliments

des huiles de noix ou de graine. C'est aux États généraux à aviser à ces inconvénients, ils en sont priés.

13. Les droits de contrôle, ceux de l'insinuation même, celle qu'on nomme bursale, si l'on ne trouve pas de moyen pour remplacer ces formes à moindres frais, il paraît toujours nécessaire qu'en interprétant les règlements par lesquels ils ont été établis, on les fixe d'une manière plus proportionnée, car celle qui existe dans les tarifs paraît se contrarier. Le prix de la forme, quant au contrôle, est fixé en proportion des sommes pour celle au-dessous de 10 000 livres dans les acquisitions, et dans le prix des baux 3000 livres. Le droit paraît excessif ; et au-dessus de ces sommes il est tout petit. Il serait donc nécessaire que ces droits fussent payés indéfiniment en raison et en proportion de l'objet, qu'on diminuât le droit pour les petits objets, et qu'on augmentât pour les grands et en proportion. Il en est de même des droits d'insinuation tarifié qui se paient à raison des qualités dont les classes ne sont point assez divisées et subdivisées. Il n'est pas juste que le pauvre paysan, qui pour tout bien n'a que des instruments aratoires, paie le même droit que son maître, qui est un gros laboureur ou un riche fermier ; et il n'est pas juste que pour le contrôle des actes, celui qui n'a qu'une moyenne fortune paie des droits exorbitants, tandis que l'homme opulent, dont la fortune est considérable, paiera peu pour ce qui excède 10 000 livres. Si ces droits sont conservés, c'est aux États généraux à remédier à ces abus.

14. Les États généraux sont priés d'assurer tous les individus quelconques de la liberté, de faire en sorte que par aucune lettre de cachet ou autre cette liberté ne puisse recevoir d'atteinte.

15. Après s'être assuré de l'état actuel des finances des dettes de l'État et du déficit qui existe, y pourvoir par l'établissement d'impôts nécessaires, et dont la perception soit simple et peu dispendieuse. Que ces impôts soient établis sur tous les individus du royaume sans aucune distinction de classe ni de rang, tous privilèges devant disparaître pour toujours : il serait dangereux d'en ordonner seulement la suspension, tous sont sujets du roi, membres de l'État et ont le même intérêt pour sa gloire et pour sa prospérité.

16. On désire qu'il y ait des États en chaque province. Ce sont là les vœux des Angevins pour la leur. Ils désirent également qu'il y soit établi un tribunal souverain, dont moitié des juges seront du Tiers-État et laïcs, pour juger toutes les affaires en dernier ressort ; que pour la plus grande commodité, il soit dans cette province établi des tribunaux subalternes, et que, si les justices seigneuriales sont conservées, la prévention dans les affaires civiles n'ait plus lieu, parce qu'elle est un moyen d'oppression que l'homme riche emploie contre le pauvre, l'appelant pour plaider à 15, 18 ou 20 lieues, persuadé qu'en l'effrayant par des frais considérables il se déterminera à lui accorder ce qui est demandé quoique souvent injuste ; et les procédures outrées dans les grands tribunaux deviennent ruineuses pour ceux qui plaident. C'est aux États généraux à aviser à tous les abus et à y faire remédier par le monarque.

Qu'il soit béni à jamais ce monarque bienfaisant, restaura leur et régénérateur des bonnes lois et de la liberté de ses fidèles sujets ! Que Dieu conserve le ministre qui l'éclairé et qui soutient avec autant de courage la cause des malheureux, à qui il veut faire rendre la liberté et la justice, faire disparaître l'espèce d'aristocratie qui n'aurait peut-être pas tardé à se montrer ! il est nécessaire à un aussi bon roi, et à un peuple qui offre de répandre son sang pour la conservation de la personne sacrée de son Souverain, la gloire de la couronne, le bien et l'avantage de la Nation entière. Mais tout bon citoyen et fidèle sujet doit, en proportion de ses facultés, contribuer aux charges de l'État.

Tels sont les vœux, les offres et les désirs des habitants de cette paroisse.

Résumé.

Art. 1^{er}. Il a été délibéré unanimement que quand les représentants de la Nation seront assemblés, que les suffrages y seront recueillis par tête à haute voix et non par ordre.

Art. 2. Que les États généraux se tiendront à l'avenir tous les cinq ans.

Vœux et Pétitions.

Art. 3. Que dans chaque province, il sera établi des États provinciaux, et que le Tiers y aura toujours la moitié des représentants.

Art. 4. Que les impôts actuellement existants sous quelque dénomination que ce soit, soient convertis dans un seul, sous deux dénominations, la subvention territoriale, la subvention personnelle, et si l'on veut en établir, une troisième sera sur les domestiques, les cabriolets et carrosses qui sera appelée rachat du luxe.

Art. 5. L'abolition entière de tous les privilèges pécuniaires, que tous impôts quelconques mis ou d mettre, de quelque nature et sous quelque dénomination que ce puisse être, sera supportée également par tous et chacun les sujets de l'État à raison de leur propriété et faculté sans aucune distinction de personne, rangs ou biens.

Art. 6. Que les États généraux fixeront la portion de l'impôt que doit supporter chaque province.

Art. 7. Que les États provinciaux fixeront la contribution de chaque paroisse et le bureau de municipalité celle de chaque particulier.

Art. 8. Au moyen de la conversion de l'impôt en un seul les États provinciaux aviseront aux remboursements et pensions viagères de ceux employés dans ces places de finances, qui seront acquittées par chaque province dans lesquelles ces places sont existantes.

Art. 9. La perception de tout impôt sera faite par chaque paroisse comme bon lui semblera, et chaque paroisse versera directement entre les mains du trésorier général nommé par la province, résidant nécessairement dans sa capitale, lequel trésorier versera lui-même directement dans les coffres du roi.

Art. 10. Que l'anoblissement par les charges quelconques ne puisse jamais avoir lieu, comme ennemi perpétuel du commerce.

Art. 11. Que tous les droits féodaux tels que le retrait, lods, ventes, rachats et rentes soient rendus rachetables et amortissables sur le pied du denier 25.

Art. 12. Tout droit exclusif de chasse et de pêche sera anéanti, comme attaquant directement le droit sacré de la propriété, chacun en jouira sur son terrain seulement. Les seuls plaisirs du Roi seront conservés tels qu'ils sont aujourd'hui, faibles dédommagements.

Art. 13. Que le franc fief soit aboli, que le partage noble n'ait point lieu entre les roturiers. Doit-il même avoir lieu entre les nobles ? En conséquence, que toutes les terres, maisons et rentes soient déclarées censives.

Art. 14. Que les droits de contrôles, centième denier et autres qui seront refondus dans l'impôt général soient soumis à un tarif fixe et modéré.

Art. 15. Que la vénalité des charges soit abolie, et que les emplois se donnent au concours et à celui jugé le plus digne.

Art. 16. Que toute exclusion des emplois d'église, de noble ou d'épée donnée aux roturiers soit abrogée, que tout citoyen puisse prétendre à tout par son mérite et au concours.

Art. 17. Que l'administration de la justice soit rendue plus simple et moins dispendieuse.

Art. 18. Que le royaume soit aussi rappelé autant qu'il sera possible à l'unité de loi. Un poids, une mesure, une loi : voilà la perfection et un suprême moyen de justice et de paix.

Art. 19. Que les coutumes soient refondues, qu'il soit fait un nouveau code civil et criminel, que tous les membres de la société soient égaux devant la loi et qu'ils subissent tous les mêmes peines pour les mêmes délits, et comme l'unique source du préjugé d'infamie qui pour un seul coupable s'étend à toute une famille soit supprimée comme insultante.

Art. 20. Que l'invention moderne des jurés-priseurs qui dévorent les successions et les ventes soient mis au néant.

Art. 21. Que tous les bénéfices de quelque espèce et de quelque nature qu'ils soient, autres que les archevêchés et évêchés, cures et desservances soient supprimés et anéantis à la mort de chaque titulaire et que tous les biens qui forment le temporel des susdits bénéfices soient vendus au profit de la Nation entière, et le prix en provenant employé à acquitter la dette de l'État.

Art. 22. A l'égard du choix des députés aux États généraux, recommandons aux députés de l'assemblée préliminaire de procéder au dit choix dans leur âme et conscience, leur défendons spécialement de nommer pour représentants du Tiers, qui que ce soit des ordres de la Noblesse et du Clergé, et que si un tel choix arrivait, de protester contre, et d'en appeler comme d'abus et qu'ils sentent combien est sacré le ministère dont ils seront chargés puisqu'il regardent les droits les plus chers de la vie.

Art. 23. De reconnaître que le Roi seul est véritablement le chef de la Nation, qu'en lui seul réside le pouvoir exécutif pour exercer le pouvoir conformément aux lois, consenti par la Nation, surtout en matière d'impôt, qu'alors ce sera au nom du Roi que la loi sera portée, que ce sera lui qui lui imprimera le sceau de l'autorité et qui lui donnera le caractère légal en vertu duquel tous sujets du Roi seront contraints de s'y conformer.

Art. 24. Qu'au surplus, puisqu'il y a tant de maux à réparer, et que ces maux sont connus de tout le monde, que les États généraux se prêtent à la circonstance par de très grands sacrifices, d'adopter néanmoins les mesures les plus raisonnables et qui tendent toujours à opérer la régénération du royaume dans toutes les parties, à assurer la gloire du Roi et à affermir la prospérité de la Nation.

Art. 25. Que les milices soient abolies et que chaque citoyen, sans distinction de rang ni ordre de chaque paroisse, fasse les fonds nécessaires suivant leurs biens et facultés pour acheter des miliciens nécessaires.

Ce sont là les vœux des paroissiens de Morannes.

Arrêté en leur assemblée le 8 mars 1789.